



Revue des études slaves

LXXXV-3 | 2014
Taras Ševčenko (1814-1861)

Alexandre SUMPFF, *De Lénine à Gagarine : une histoire sociale de l'Union soviétique*

Paris, Gallimard (Folio histoire inédit), impr. 2013, 931 pages

Hélène Mondon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/res/460>

DOI : 10.4000/res.460

ISSN : 2117-718X

Éditeur

Institut d'études slaves

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2014

Pagination : 584-590

ISBN : 978-2-7204-0532-7

ISSN : 0080-2557

Référence électronique

Hélène Mondon, « Alexandre SUMPFF, *De Lénine à Gagarine : une histoire sociale de l'Union soviétique* », *Revue des études slaves* [En ligne], LXXXV-3 | 2014, mis en ligne le 26 mars 2018, consulté le 16 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/res/460> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/res.460>

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2020.

Revue des études slaves

Alexandre Sumpf, *De Lénine à Gagarine : une histoire sociale de l'Union soviétique*

Paris, Gallimard (Folio histoire inédit), impr. 2013, 931 pages

Hélène Mondon

RÉFÉRENCE

Sumpf Alexandre, *De Lénine à Gagarine : une histoire sociale de l'Union soviétique*, Paris, Gallimard (Folio histoire inédit), impr. 2013, 931 pages, cartes, bibliographie p. 837-841, notes bibliographiques en fin d'ouvrage, index.

ISBN 978-2-07-034948-7

- 1 Après un premier ouvrage consacré à la politique bolchevique dans les campagnes des années 1920¹, Alexandre Sumpf s'attaque cette fois à quatre décennies d'histoire dont la première originalité s'inscrit dans le cadre choisi : l'A. prend pour point de départ l'« année révolutionnaire » de 1917 et clôt son analyse sur les grèves de Novotcherkassk de 1961 qui sonneraient selon lui le glas de l'expérience soviétique, ou plus exactement de la soviétisation. La gageure de l'ouvrage est annoncée dans son titre : il s'agit là d'écrire une histoire sociale de l'Union soviétique, qui s'attache moins aux événements qu'aux acteurs de la société. Qu'ils soient ouvriers ou paysans, ingénieurs, contremaîtres ou gardiens de camp, A. Sumpf entend donner la parole aux « petites gens » anonymes, victimes ou héros, activistes ou indifférents.
- 2 Fidèle à l'école des Annales, l'A. s'engage à dépeindre une « histoire totale » qui embrasse à la fois les grands processus historiques et l'expérience vécue sur le temps long, ce qui permet d'apprécier l'évolution de la société sur plusieurs générations. La méthode utilisée est celle de l'anthropologie historique qui mêle l'histoire des mentalités, la vie matérielle, l'histoire du quotidien, le phénomène de résistance sociale. Dans cette période de grands bouleversements et de transitions, l'A. examine

les stratégies de comportement, les logiques de survie des individus, des familles, des groupes sociaux pour mieux comprendre ce que signifie « Être Soviétique » et « Être citoyen » en URSS.

- 3 Dès les années 1990, des historiens anglo-saxons et russes nous offraient des études d'anthropologie historique sur différentes strates de la société soviétique, mais il faut concéder que leurs travaux étaient le plus souvent concentrés sur les années 1920 et 1930². L'A. a le mérite de s'attacher à une période et une échelle géographique beaucoup plus larges, même si l'on regrette que son entreprise n'aille pas jusqu'au bout de l'ère soviétique. Il faut d'emblée souligner que l'atout de cet ouvrage est de se faire l'écho des recherches françaises et étrangères les plus récentes, publiées ou pas encore, sur le large spectre de thématiques abordées au fil des pages³. Plus qu'une recherche originale, Alexandre Sumpf nous livre ainsi une synthèse rafraîchissante qui réconcilie habilement les thèses déjà lointaines des écoles totalitaire et révisionniste. Il nous rappelle que l'histoire « d'en bas » nécessite indéniablement un éclairage d'« en haut », que si la société, loin d'être atomisée, résiste, s'adapte, joue du système ou y succombe, ce n'est que parce que la dictature de l'État le lui impose. Cette exploration de la société est par ailleurs mise en relief grâce à l'excellente connaissance de l'A. du cinéma soviétique.
- 4 Dans son introduction, A. Sumpf met en débat l'expérience soviétique en revenant sur sa matrice. Il remet à plat certains « mythes » pour défaire le lecteur des idées reçues qui continuent de dicter la lecture de l'histoire. Il s'interroge sur la nature des révolutions plurielles qui ont marqué l'année 1917, revisite la « dékoulakisation » qui constitua, selon lui, un « terrain d'entraînement à la coercition de masse » (p. 60), s'intéresse à la planification, chargée d'établir une hiérarchie des activités économiques et de redessiner complètement la carte des régions. Il revient enfin sur le Goulag, cette machine administrative tentaculaire qui a peu à peu façonné la « société d'exclusion » qu'était l'Union soviétique. L'A. s'interroge sur la question de l'efficacité d'un tel système qui aurait utilisé 20 % de la population adulte soviétique mais aussi fait douze millions de morts entre 1929 et 1953 (p. 70).
- 5 Le premier chapitre de l'ouvrage explore la soviétisation du territoire, une soviétisation longue et difficile qui progresse au rythme des annexions depuis la guerre civile jusqu'au tournant des années 1950. L'A. donne à voir un espace qui se décline en une multitude de frontières avec ses zones interdites, ses frontières à « nettoyer », ses périphéries pour punir, ses villes à régime spécial. Cette hiérarchie spatiale, plus ou moins maîtrisée avec l'introduction des passeports, donne lieu à d'incessants déplacements – parfois pour protéger, le plus souvent pour exclure – du centre vers la périphérie, des villes vers les zones rurales, toujours plus au Nord, toujours plus à l'Est. Puis s'enchaînent des mouvements inverses avec les rapatriements, les libérations, les réévacuations. Dans cette société mouvante, le déplacement se fait le plus souvent sous la contrainte ou dans la clandestinité, alors que le droit à se déplacer apparaît comme un réel privilège. La soviétisation est aussi synonyme de russification. L'homogénéisation ethnique devient, en effet, un véritable mode de gestion des territoires. Les frontières sont épurées des nationalités suspectes puis repeuplées de populations plus sûres, russes de préférence. Cette volonté de maîtriser les flux de populations à l'intérieur du territoire n'exclut pas des mouvements outre-frontières. L'A. examine ainsi le sort des Russes en exil et celui des étrangers en URSS – étudiants africains, ingénieurs américains, touristes allemands – attirés, mais vite déçus par

l'expérience soviétique. A. Sumpf remarque que l'industrialisation du pays doit beaucoup aux savoir-faire de ces aventuriers venus d'ailleurs.

- 6 Le second chapitre analyse les nouvelles normes imposées par le régime bolchevique et leur évolution. Il retrace ainsi la politique familiale et ses tendances contradictoires depuis les années 1920 jusqu'aux années 1960. Au départ, les lois sont dirigées contre la cellule familiale avant que Staline ne réhabilite la famille centrée autour de l'enfant. L'A. souligne à juste titre que ces principes seront entachés par les répressions qui favoriseront le déchirement du noyau familial et le fléau de l'enfance abandonnée. L'État se charge alors de remplacer les parents absents en encadrant la totalité des enfants soviétiques dans les rangs des pionniers (p. 202). La jeunesse se laisse moins prendre aux nouvelles valeurs communistes, surtout les jeunes des années 1950 qui préfèrent s'adonner aux distractions en tout genre. Si l'alphabétisation est une victoire du nouveau régime avec laquelle il faut compter dès la fin des années 1930, bien plus modeste est le rôle joué par l'« éducation politique » dans les campagnes. L'information privilégiée par la population est véhiculée par les rumeurs « considérées comme plus fiables que les journaux par toutes les classes de Soviétiques » (p. 216). L'A. se penche enfin sur la question de la santé, de l'hygiène et du sexe. Là encore, si les premières années du régime libèrent les mœurs sexuelles, ce programme se heurte rapidement au modèle d'hygiène prôné par l'État. Mais, d'une manière générale, les théories sanitaires peinent à se concrétiser dans une société qui manque cruellement d'infrastructures, de matériel et de personnel médical.
- 7 Le chapitre III étudie les conditions de travail des ouvriers et des paysans ainsi que leurs formes de mécontentement et de résistance au système. Si l'A. constate que l'histoire sociale de la paysannerie est moins connue que celle des ouvriers, son chapitre soumet des pistes de recherche plus qu'il ne vient combler cette lacune. Il déplore, par exemple, l'absence d'études sur les différentes spécificités rurales. Il rappelle par ailleurs que la question des métiers non manuels, en forte augmentation, reste à traiter. Ce chapitre souligne tous les paradoxes d'une société où le chômage est quasi inexistant et pourtant paysans et ouvriers se paupérisent, où les uns sont attachés à leur kolkhoze, les autres à leur usine et malgré cela, les travailleurs changent fréquemment d'emploi. A. Sumpf attire d'ailleurs l'attention sur leur grande capacité d'adaptation dans tous les secteurs d'activité (p. 251). Pendant la guerre, la frontière entre travail libre et travail forcé se resserre. Des stratégies de survie se mettent en place, notamment celle du travail individuel. L'étude des formes de résistance nous montre que les paysans sont plus enclins aux émeutes que les ouvriers à faire la grève. Après la guerre, les formes de résistances collectives sont de plus en plus rares, ouvriers et kolkhoziens préférant user de méthodes individuelles : retards, absentéisme, vols, « évasion » hors du lieu de travail, etc. À partir de Krouchtchev, le sort des ouvriers s'améliore peu à peu, tandis que les paysans restent des citoyens de seconde classe jusqu'à la fin des années 1960.
- 8 Le niveau de vie des Soviétiques est analysé dans le quatrième chapitre de l'ouvrage. Il s'agit de décrire les moyens dont disposent les citoyens pour répondre à leurs besoins vitaux : se nourrir, se loger et s'habiller. L'A. dépeint dans un premier temps le tableau original et complexe du marché de la consommation en URSS. Un marché décliné en une multitude de points de commercialisation avec une échelle de prix extensible. L'A. analyse cette « hiérarchie de la consommation » (Elena Osokina) et en déduit que le Soviétique n'est pas un consommateur au sens où il achèterait ce dont il a envie ou

besoin mais un « otage » du système : il achète ce qui est accessible au gré des disponibilités. Tout au long de l'expérience soviétique, précise Sumpf, consommer ou simplement garantir sa survie relève d'un exploit (p. 314). Là encore, différentes formes de « résistance à la pénurie » se mettent en place : économie parallèle, échanges informels, auto-provisionnement, etc. Le manque de vêtements et leur piètre qualité génèrent aussi des pratiques de débrouille : confection artisanale, couture à domicile, marché noir. En 1958, la confection artisanale produisait la moitié des vêtements portés par les Soviétiques (p. 378). Le niveau de vie des Soviétiques évolue de manière tout aussi chaotique que les événements qui secouent l'histoire. Il est catastrophique durant les guerres et les famines, mais des parenthèses de mieux-vivre sont observées durant la NEP puis dans la seconde moitié des années 1930. La situation ne s'améliorera vraiment qu'à l'issue de la famine de 1946-1947, avec l'abolition d'un système de rationnement qui aura duré près de vingt ans. À compter des années 1960, les Soviétiques changent de besoins, l'heure n'est plus à la survie et le collectivisme de cinq décennies laisse place à la sphère privée et à un mode de vie plus confortable. La société, désormais largement urbanisée, se normalise.

- 9 La seconde partie du livre, « Être citoyen », s'intéresse davantage au Soviétique en qualité d'homme public, voire d'acteur politique qui participe au façonnement de la nouvelle société. Le premier constat de l'A. est celui de l'aveuglement des Bolcheviks qui semblent bien mal connaître la société qu'ils dirigent et qui, par conséquent, peinent à établir une relation de confiance avec les citoyens. Cela s'explique en partie par le décalage immense entre discours officiel et réalité sociale. Après avoir retracé les différentes strates de la verticalité du pouvoir, l'A. montre que les dirigeants, au même titre que les dirigés, ne renoncent pas à certains processus démocratiques (droits civiques, élections), même si ceux-ci ne sont qu'un miroir déformant de la réalité. Il s'interroge ensuite sur les formes d'activisme et de participation sociale et souligne l'existence d'associations mémorielles, historiques et écologiques peu connues qui auraient constitué un embryon de société civile dès la fin des années 1920 (p. 433). A. umpf considère qu'il existe une, voire des opinions publiques plurielles en URSS. Il renonce à étudier ce phénomène au prisme des rapports de police, ce qui peut paraître contestable car, dès les débuts du régime soviétique, la police politique avait pour principale mission de collecter des informations sur l'évolution des comportements sociaux et de l'opinion. Aussi, malgré tous les problèmes méthodologiques que ces documents posent à l'historien, l'histoire sociale de l'URSS ne saurait se passer de leur apport considérable⁴. Au rang des sources plus fiables sur l'état d'esprit des Soviétiques, l'A. relève les lettres au pouvoir et les requêtes adressées aux journaux. Selon lui, les unes comme les autres reflètent une certaine vision de la justice des citoyens mais il concède que ces missives, le plus souvent pessimistes, servaient avant tout à soulager des citoyens auxquels on donnait le sentiment d'être écoutés. La question de la réception et de l'usage fait de ces requêtes, le plus souvent à sens unique, reste à élucider. Les journaux intimes sont aussi un baromètre de l'état d'esprit des individus, mais restent des perles rares. L'A. voit enfin dans la correspondance des intellectuels d'une part et les couplets populaires d'autre part, les prémices d'une critique publique dès l'époque stalinienne. La contestation trouvera son apogée dans les années 1950 avec les révoltes des détenus des camps, puis dans les années 1960 avec le développement de la dissidence.
- 10 Le chapitre VI s'intéresse aux Soviétiques censés constituer la « base sociologique » du régime en place. L'A. définit ainsi les groupes sur lesquels les dirigeants soviétiques

peuvent s'appuyer pour gouverner : membres du parti, fonctionnaires, agents des forces l'ordre, etc. Les éléments de recherche ici présentés sur l'histoire sociale des forces répressives sont particulièrement stimulants. Ils nous montrent à quel point il faut nuancer la condition de ces « promus » du système : les policiers, haïs de la population et fort mal payés, se sentent marginalisés, surtout ceux qui appartiennent à l'administration du Goulag et qui sont relégués aussi loin que les détenus. Les juges sont dessaisis de leurs fonctions et condamnés à faire du terrain pour criminaliser les moindres délits. Cette « base sociologique » est surtout bien fragile car personne n'est à l'abri de purges ou de répressions. L'A. insiste sur le fait qu'« Être employé de l'État et être communiste ne garantit pas durablement d'appartenir à l'élite. Cette incertitude sape l'une des principales bases de soutien du régime » (p. 472). Après avoir traité le cas des exécutants du régime, A. Sumpf s'attache à décrire les différents « types sociaux » censés représenter les héros socialistes et former un soutien populaire au pouvoir. Il s'agit de l'intelligentsia technique, scientifique et artistique d'une part, des ouvriers d'autre part et enfin des soldats, paysans pour la plupart. Ici aussi, l'A. nous montre combien ces figures positives, faisant l'objet d'une incessante propagande, endurent une expérience sociale difficile.

- 11 La dernière partie de l'ouvrage intitulée « L'avenir radieux » traite des mythes positifs, de ces lieux communs placés au cœur de la propagande auxquels la population s'est sincèrement identifiée. Le mythe de la Grande Guerre patriotique fait naturellement partie de ces vecteurs d'adhésion au système soviétique. La science et le sport en sont d'autres. Chacun de ces mythes présente néanmoins ses contreparties que l'A. examine minutieusement en chapitre VIII. Ainsi le mythe des soldats héroïques loués pour leur vaillance est entaché par la banalisation de la violence dont ils usent ou encore par les cas de collaboration avec l'occupant (question sensible et encore mal connue). Au cœur des succès scientifiques figurent le métro de Moscou, la mythique conquête du Pôle Nord, celle de l'espace après la guerre qui génèrent, à chaque fois, de nouveaux héros. L'industrie nucléaire fait également la fierté des Soviétiques. Si globalement les citoyens ont confiance dans la compétence de leurs scientifiques, l'A. souligne leur complète ignorance des revers du succès : les villes fermées de l'industrie nucléaire sont une catastrophe sans précédent sur le plan humain et écologique. Le sport, enfin, fait l'objet d'une analyse approfondie. Il s'agit là d'un vecteur essentiel d'identification au « soviétique ». S'il suit au départ une logique politique avec l'introduction en 1933 de la « compétition socialiste dans le sport », il échappe très rapidement à certaines règles du jeu : il s'internationalise, se professionnalise, privilégie la performance individuelle sur le collectif, et semble même se dédouaner de la pression politique. L'A. développe un autre type de loisir, le tourisme, qui exista bel et bien à l'intérieur de l'URSS, soulignant le paradoxe de cette société marquée par d'extrêmes tensions sociales.
- 12 Le chapitre IX est sans doute le plus original de l'ouvrage. Il traite d'abord du phénomène de la contre-culture qui a toujours été présent en URSS. Le destin particulier de la photographie, de la chanson, du jazz, de la littérature et du dessin soviétiques sont évoqués tout à tour. Mais l'A. renonce à l'opposition entre création et oppression qu'il qualifie de trop stérile pour mieux se concentrer sur la notion de marché de l'art. Un marché qui nécessite un système de commande et de diffusion auprès d'un public dont il faut connaître les goûts. Cette première ébauche d'une histoire de la réception des productions culturelles et du goût en URSS mériterait d'être poursuivie. La consommation de culture est devenue, nous dit-on, un trait majeur de la nouvelle société urbaine dès les années 1930 pour les couches privilégiées et plus

largement à partir des années 1950. Il était indispensable pour l'État de connaître les goûts de la population pour mieux manipuler sa vision du monde. C'est dans cet objectif que des enquêtes de terrain furent entreprises durant toute la période soviétique afin d'étudier le lecteur, l'auditeur et bien sûr le spectateur. L'A. choisit d'appuyer sa démonstration sur le cas du cinéma soviétique, en s'inspirant des travaux de Valérie Pozner.

- 13 Le dernier chapitre de l'ouvrage établit un parallèle entre religion et foi politique. Malgré soixante-dix ans d'athéisme officiel, l'A. démontre que la religion, toutes obédiences confondues, est officieusement tolérée et continue de jouer un rôle dans la définition spirituelle et sociale des individus (p. 738). Dans les périphéries, l'islam, le chamanisme, le bouddhisme imprègnent le quotidien et les principales étapes de la vie, tandis qu'à l'Ouest catholicisme et protestantisme cimentent la résistance nationale (p. 765). L'A. ici ne revient pas sur le judaïsme évoqué dans le premier chapitre. Il s'attarde sur les deux autres religions majeures de l'empire : l'orthodoxie et l'islam. Le pouvoir a utilisé des stratégies de dissuasion différentes : dans le premier cas, il s'est agi de démontrer les nuisances et l'inutilité de l'Église, dans le second, l'objectif était de modifier les rapports familiaux en proclamant notamment la libération de la femme musulmane. Cela étant, les méthodes coercitives furent sensiblement les mêmes : fermeture des lieux de culte, arrestations des représentants religieux et répressions. L'A. constate que la lutte contre l'église orthodoxe a servi de matrice à l'attaque contre l'islam (p. 761), mais dans l'un comme dans l'autre cas, les répressions ne sont pas parvenues à enrayer les pratiques religieuses et encore moins la foi. Pendant la guerre, la mansuétude du régime s'applique à l'égard des deux cultes pour irriguer le patriotisme, de même qu'après celle-ci, le durcissement frappe de la même manière les différentes religions et la situation se détériore encore à la fin des années 1950. La conquête spatiale est alors mobilisée dans la lutte contre la foi en Dieu, censée être remplacée par la foi scientifique. L'A. s'intéresse également à la conversion de la foi religieuse en foi communiste, aux fêtes soviétiques qui doivent se substituer aux anciens rites orthodoxes. Il en arrive à la conclusion que cette foi communiste plaquée de manière artificielle sur la liturgie orthodoxe peine à s'enraciner et que la population continue d'observer les grands rites de passage religieux (baptême, mariage, culte des morts). Le chapitre se referme sur la question du culte de la personnalité que l'A. perçoit comme une tradition bien ancrée dans l'histoire russe depuis la dynastie des Romanov. Les cultes de Lénine et de Staline ne relèveraient donc pas d'une spécificité typiquement soviétique. Si le premier a résisté au temps, on ne peut en dire autant du second, qui n'aura fait l'unanimité qu'au moment de la victoire de 1945. À ce moment-là, nous dit l'A., la plupart des Soviétiques croient ou veulent croire en Staline, y compris les intellectuels. C'est au cours de la seconde déstalinisation, en 1961, que le destin de cet homme, ou plutôt de son corps, évacué du Mausolée, est définitivement scellé. On comprend mieux pourquoi cette date charnière a été choisie par l'A. pour tourner cette page de l'histoire soviétique.
- 14 Dans cette société sous tension, l'A. conclut que les Soviétiques « ont fait plus que survivre », ils se sont adaptés à une atmosphère de crainte et d'incertitude permanentes. Il rejette le postulat de société atomisée, lui préférant celui d'une « société informelle » vivant au gré de « compréhensions biaisées des normes » qui ont rythmé l'édification du socialisme. Il s'affranchit également de l'idée d'un État tout-puissant, soulignant au contraire sa vulnérabilité due aux tensions personnelles et à la compétition interinstitutionnelle qui règnent au sein des administrations soviétiques,

mais surtout au fait qu'à tous les échelons de cet État, personne n'est garant de son lendemain. L'A. choisit de clore son ouvrage sur des conseils méthodologiques aux chercheurs, bien que ce livre s'adresse à un public beaucoup plus large. Il rappelle tout l'intérêt d'étudier les trajectoires individuelles, celles des anonymes, et de ne pas renoncer à la quête de sources improbables pour mieux comprendre le stalinisme. Il recommande aussi d'élargir le champ d'investigation vers les fonds d'archives de l'administration économique et financière, à tous les échelons de la décision politique.

- 15 En attendant, cet ouvrage est déjà une référence incontournable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la société soviétique. Les lecteurs y trouveront de nombreuses sources d'inspiration pour des recherches à venir.

NOTES

1. Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne : paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, Paris, CNRS Éditions, 2010.
 2. S. Fitzpatrick, *Stalin's peasants: resistance and survival in the Russian village after collectivization*, New York – Oxford, Oxford University Press, 1994; id., *Everyday Stalinism: ordinary life in extraordinary times: Soviet Russia in the 1930s*, New York – Oxford, Oxford University Press, 1999; N. B. Lebina, *ПОВСЕДНЕВНАЯ ЖИЗНЬ СОВЕТСКОГО ГОРОДА: НОРМЫ И АНОМАЛИИ. 1920–1930 ГОДЫ*, Sankt-Peterburg, *Žurnal Neva: Letnij Sad*, 1999; S. V. Žuravlev, “МАЛЕНЬКИЕ ЛЮДИ” И “БОЛЬШАЯ ИСТОРИЯ”: ИНОСТРАНЦЫ МОСКОВСКОГО ЭЛЕКТРОЗАВОДА В СОВЕТСКОМ ОБЩЕСТВЕ 1920–1930-Х ГГ, Moskva, ROSSPÈN, 2000; E. Ju. Zubkova, *ПОСЛЕВОЕННОЕ СОВЕТСКОЕ ОБЩЕСТВО ПОЛИТИКА И ПОВСЕДНЕВНОСТЬ, 1945–1953*, Moskva, ROSSPÈN, 2000; A. U. Davydov, *НЕЛЕГАЛЬНОЕ СНАБЖЕНИЕ РОССИЙСКОГО НАСЕЛЕНИЯ И ВЛАСТЬ. 1917–1921 ГГ. : МЕШОЧНИКИ*, Sankt-Peterburg, Nauka, 2002.
 3. À cet égard, les spécialistes auront tout intérêt à consulter l'appareil critique en fin d'ouvrage, bien plus riche que la bibliographie sommaire proposée par l'auteur.
 4. Les travaux titanesques effectués par les chercheurs russes et étrangers sur la question des campagnes soviétiques ont montré tout l'intérêt des rapports de la police politique comme source d'histoire politique et sociale. Voir les nombreux volumes sur les *Campagnes soviétiques vues par la Tchéka-OGPU-NKVD* publiés à Moscou, aux éditions Rosspèn, sous la direction initiale de Viktor P. Danilov. Pour une analyse détaillée des rapports secrets soviétiques comme source d'histoire sociale, voir la présentation de Nicolas Werth sur les deux premiers volumes de l'ouvrage cité, in *Bulletin de l'IHTP*, second semestre 2001, n° 78, p. 12-24.
-

AUTEURS

HÉLÈNE MONDON

Université fédérale de l'Oural, Ekaterinbourg